

Unité départementale du Rhône  
69 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Lyon, le 12/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### TEINTURERIES DE TARARE

route de Violay  
69170 Joux

Références : UDR-TESSP-25-386-SP  
Code AIOT : 0006103782

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement TEINTURERIES DE TARARE implanté route de Violay 69170 Tarare. L'inspection a été annoncée le 09/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURERIES DE TARARE
- route de Violay 69170 Tarare
- Code AIOT : 0006103782
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TEINTURERIES DE TARARE réalise des opérations de teinture et d'apprêt sur des textiles.

L'établissement est soumis à :

- Autorisation au titre de la rubrique n° 2330-1 - Teinture, apprêt, blanchiment de matières textiles;
- Déclaration au titre des rubriques n°4441-2 (Liquides comburants catégories 1, 2 ou 3) et n°2910-A-2 (installation de combustion au gaz naturel).

### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Eau - Rejets industriels	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 4 points 4.2.1, 4.4 et 4.5.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
2	Produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	15 jours
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 2 point 6.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	10 mois
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 2 point 6.1.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
7	PFAS - Listes et mesures d'investigation/suppression /réduction	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Panneaux photovoltaïques	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 2 point 1.2	Avec suites, Astreinte	Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	PFAS - Déclaration des résultats dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
8	Gestion économe de l'eau - PSH	Arrêté Préfectoral du 24/07/2024, article Art 10 + Annexe 5, point 10	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le débordement du caniveau de récupération des rejets du dégrilleur, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant au regard de la persistance de cette non-conformité.

Concernant le rejet d'eau de séchage dans le réseau des eaux pluviales, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point au regard des enjeux.

Concernant l'installation photovoltaïque, l'Inspection propose de lever l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 février 2024 et d'abroger l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 14 janvier 2025.

Concernant les moyens de lutte contre l'incendie, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant au regard de la persistance de cette non-conformité.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Eau - Rejets industriels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 4 points 4.2.1, 4.4 et 4.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau - Rejets industriels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Cf arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié, points 4.2.1, 4.4 et 4.5.3 de l'article 4.  <u>Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 janvier 2025</u></p> <p>La société TEINTURERIES DE TARARE, située route de Violay à TARARE, est mise en demeure de respecter, sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les exigences du paragraphe §4.4 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié, en mettant en œuvre des dispositions organisationnelles et/ou constructives afin de s'assurer que la température des rejets</p>

aqueux reste inférieure à la valeur limite de 40°C.

## Constats :

### Valeurs limites de rejet

Lors de la visite du 5 décembre 2023, l'Inspection avait constaté des non-conformités, à partir des résultats du contrôle inopiné mené les 26 et 27 juin 2023, pour les paramètres suivants : pH et température.

Lors de la visite du 26 novembre 2024, l'exploitant avait transmis à l'Inspection le rapport du contrôle comparatif mené les 3 et 4 septembre 2024. L'Inspection avait constaté que les flux journaliers mesurés n'avaient pas été indiqués dans le rapport, ne permettant pas de vérifier la conformité de ces flux. Par courriel du 10 janvier 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection la version révisée du rapport de contrôle précité, concluant à la présence de quatre non-conformités : flux de cuivre, flux de zinc, pH et température.

Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection :

- Rapport de contrôle de l'organisme CERECO, de mars 2025, sur une période de 24h et pour l'ensemble des paramètres réglementés au point 4.4.2.1 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/03/2020. Le rapport conclut à des non-conformités en flux de cuivre, flux de zinc et valeur basse de pH ;
- Rapport de contrôle CERECO d'avril 2025, sur une période de 24h et pour les paramètres cuivre, zinc, pH et température. Le rapport conclut à des non-conformités en flux de cuivre, flux de zinc et valeur haute de pH.

Les anomalies en flux de cuivre et zinc s'inscrivent dans le cadre de l'étude RSDE en cours d'instruction par l'Inspection.

Concernant l'auto-surveillance, les données transmises dans GIDAF sur la période décembre 2024-octobre 2025 indiquent les non-conformités suivantes :

- hydrocarbures : en concentration en septembre 2025 et octobre 2025 (13 mg/l et 23 mg/l pour une valeur limite de 10 mg/l) et en flux en octobre 2025 (17,72 kg/j pour une valeur limite de 10 kg/j) ;
- température : un dépassement, représentant 4% des échantillons d'octobre 2025, avec une valeur de 41°C pour une valeur limite de 40°C ;
- pH : deux dépassements, représentant 9% des échantillons d'octobre 2025.

Pour rappel, le point 4.4.1 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié indique "Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle."

Pour ce qui est de la température et du pH, l'exploitant a indiqué avoir augmenté les seuils de déclenchement des pompes du bassin de pré-traitement afin d'accroître sa capacité d'homogénéisation des effluents (environ 20 m3 supplémentaires) et réduire leur température lors du rejet final. L'exploitant a indiqué que ces travaux ont été menés à la fin du mois de mai 2025.

Au regard des éléments précédents, l'Inspection propose de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 janvier 2025 relatif à la température de rejet des effluents.

Enfin, s'agissant des hydrocarbures, l'exploitant doit mettre en place sous 3 mois les actions permettant de respecter les valeurs limites de rejet dans ses effluents industriels.

#### Dégrilleur de la station de pré-traitement

L'Inspection avait constaté lors de la visite du 26 novembre 2024 que le caniveau de récupération des rejets du dégrilleur débordait, vraisemblablement à cause de l'obstruction de son drain.

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a de nouveau constaté un débordement du caniveau de récupération des rejets du dégrilleur. L'Inspection considère que ce dispositif de récupération, de par sa conception, nécessite un entretien extrêmement rigoureux ou doit être modifié/remplacé afin d'être plus fiable.

Au regard de la récurrence de cette non-conformité, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

#### Séchage des tissus

Lors de la présente visite, l'Inspection a constaté la présence, à l'Ouest du site (cf photo en annexe), d'un rejet d'eau dans un caniveau des eaux pluviales alors que ce rejet ne correspond pas à des eaux pluviales. Il s'agit d'eau provenant d'une machine de séchage de tissu. Le plan des réseaux des eaux pluviales du site indique que ce rejet dans le réseau des eaux pluviales est dirigé vers le bassin aérien en amont de la réserve enterrée d'eau (cf constat n°4). Ne s'agissant pas d'eaux pluviales, le rejet des eaux de séchage n'a pas lieu d'être dirigé vers le réseau des eaux pluviales. Au regard des enjeux, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit :

- sous 3 mois, respecter les valeurs limites de rejet en hydrocarbures dans les effluents industriels.
- sous 1 mois, mettre en oeuvre des dispositions organisationnelles ou constructives visant à s'assurer que le caniveau de récupération des rejets du dégrilleur ne présente plus de débordement. Au regard de la récurrence de cette non-conformité, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point ;
- sous 1 mois, mettre en oeuvre des dispositions afin de stopper le rejet d'eau de séchage dans le réseau des eaux pluviales. Ces eaux doivent être dirigées vers le réseau des effluents du site. Au regard des enjeux pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 2 : Produits chimiques**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Produits chimiques

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes:

a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

[...]

Arrêté préfectoral du 22/10/1998, points 4.7.2 de l'article 2

[...]

Les unités, parties d'unité, stockages fixes ou mobiles à poste fixe ainsi que les aires de transvasement de produits dangereux ou insalubres devront être équipés de capacités de rétention dont le volume utile devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % du plus grand réservoir ou appareil associé,
- 50 % de la quantité globale des réservoirs ou appareils associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

Les rétentions ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

[...]

Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 février 2024

La société TEINTURERIES DE TARARE, située route de Violay, à TARARE, est mise en demeure de respecter, sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les exigences du paragraphe §4.7.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié, en stockant les produits chimiques sur des rétentions correctement dimensionnées et en justifiant la compatibilité des produits chimiques stockés sur des rétentions communes. A défaut de justification de la compatibilité, les produits devront être stockés sur des rétentions individuelles dans le même délai.

**Constats :**

Lors de la visite du 26 novembre 2024, l'Inspection avait constaté les non-conformités suivantes :

- L'étiquetage des stockages permanents des produits suivants de la cuisine automatique n'était correct : Sequestrant GS / Amplex DS / FELOSAN FOX / ESTEROL 626 RF / Acide acétique ;
- Le travail d'identification des incompatibilités des produits chimiques n'était pas complètement terminé. Certaines incompatibilités nécessitaient encore d'être vérifiées et des produits (CROSCOLOR, STABILOXO, CHT DISPERGATOR...) n'avaient pas été retrouvés par l'Inspection dans les tableaux fournis par l'exploitant. Aussi, sur site, l'Inspection avait constaté que des produits incompatibles d'après les tableaux précités étaient stockés ensemble, notamment KEMIC CLEAN / ESTEROL et CONTAVAN / ESTEROL. L'Inspection avait constaté sur site que des évolutions sur les modalités de stockage des produits étaient en cours mais avait aussi constaté des bidons d'huiles à mettre sur rétention dans l'atelier mécanique ou des rétentions encore sous-dimensionnées (8 fûts de 120 litres pour une capacité de rétention de 240 litres par exemple).

<p>Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection les grilles d'incompatibilités mises à jour depuis la dernière visite. L'Inspection a constaté que le travail d'identification des incompatibilités a été approfondi mais que des produits sont manquants : COMPLEX FBX, CROSPREP SFCS, CROSCOLOR PLS, CHT DISPERGATOR XHT-S, CROSCOLOR MIRO, UNIZIM LXO et CROSGUARD FDSS.</p> <p>Concernant la cuisine automatique, l'Inspection a constaté les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'étiquetage des produits suivants n'est pas conforme à l'article 17 du règlement CLP. : Sequestrant GS / Amplex DS / FELOSAN FOX / ESTEROL 626 RF / Acide acétique ;</li> <li>- des prélèvements à destination du laboratoire, sont stockés dans des récipients mobiles de quelques litres devant les stockages permanents sans que ces récipients mobiles ne soient intégralement sur rétention (cf photo en annexe) et que les compatibilités avec les stockages permanents n'aient été vérifiées.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sous 15 jours, s'assurer que les stockages permanents des produits chimiques de la cuisine automatique soient tous étiquetés conformément à l'article 17 du règlement CLP.</li> <li>- sous 3 mois, terminer le travail d'identification des incompatibilités des produits chimiques stockés sur des rétentions communes et procéder à un stockage sur des rétentions individuelles en cas d'incompatibilité.</li> <li>- sous 15 jours, stocker les récipients de produits chimiques, destinés au laboratoire, sur rétention. En cas de stockage sur une rétention commune avec d'autres récipients de produits, la compatibilité des produits doit être vérifiée.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

### N° 3 : Panneaux photovoltaïques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 2 point 1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Panneaux photovoltaïques</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p><u>Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 février 2024</u></p> <p>La société TEINTURERIES DE TARARE, située route de Violay, à TARARE, est mise en demeure de</p>



transmettre conformément paragraphe §1.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, à la préfète du Rhône, un porter à connaissance relatif à l'installation de panneaux photovoltaïques sur le bâtiment du site, réalisée en 2023.

Article 1 de l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 14 janvier 2025

La société TEINTURERIES DE TARARE, sise sur le territoire de la commune de TARARE, route de Violay, est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de 30 euros (trente euros) jusqu'à satisfaction des dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 février 2024 susvisé, relatif à la transmission d'un porter à connaissance concernant l'installation de panneaux photovoltaïques sur le bâtiment du site. Il est sursis à exécution de l'astreinte pendant un délai de 3 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté. Lorsque la mise en conformité est réalisée pendant cette période, aucun recouvrement ne peut être opéré. Dans le cas contraire, le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté. L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral. Le recouvrement est réalisé selon des jours calendaires.

**Constats :**

Lors de la visite du 26 novembre 2024, l'exploitant avait transmis un dossier relatif aux installations photovoltaïques mais l'Inspection avait constaté que ce dossier ne constituait pas un porter à connaissance. Le dossier ne répondait pas non plus à la demande de l'Inspection formulée dans son rapport de la visite du 5 décembre 2023.

Par courriel du 9 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection le porter à connaissance demandé. L'Inspection prend acte de la transmission de ce document et rappelle que l'exploitant doit s'assurer de la conformité réglementaire de son installation photovoltaïque, notamment de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010. La conformité de cette installation est susceptible de faible l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.

Au regard de la transmission du porter à connaissance demandé, l'Inspection propose de lever l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 février 2024 et d'abroger l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 14 janvier 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte

**N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 2 point 6.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

#### **Constats :**

Lors de la visite de novembre 2021, l'Inspection avait constaté que les performances hydrauliques du poteau incendie n°24 n'étaient pas conformes aux éléments du paragraphe §3 de l'étude de dangers (débit de 100m<sup>3</sup>/h) du dossier de demande d'autorisation déposé le 15 octobre 1997 mais que l'exploitant disposait d'une réserve enterrée d'eau, d'une capacité d'environ 2000 m<sup>3</sup> d'après l'exploitant, qui est alimentée par la Turdine et sert au fonctionnement du site sauf en période estivale où le débit de la Turdine ne permet pas d'alimenter le site. Cette réserve semblait utilisable et facilement accessible pour alimenter les moyens des services de secours en cas d'incendie sur le site. Une étude a alors été demandée par l'Inspection sur la défense incendie du site, visant à vérifier que l'établissement est doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, en particulier vis-à-vis des besoins en eau incendie.

Lors de la visite de novembre 2022, l'exploitant avait transmis une étude de défense incendie visant à répondre à la demande de l'Inspection. A partir des premiers éléments d'analyse, l'Inspection avait considéré que l'exploitant avait répondu à la demande de l'Inspection et qu'une consultation du service d'incendie et de secours devait être menée par l'Inspection pour recueillir son avis.

Après instruction, le service d'incendie et de secours du Rhône a émis plusieurs préconisations. Ces dernières ont fait l'objet d'un échange avec l'exploitant au cours de la visite du 26 novembre 2024. Les préconisations sont :

- Nécessité de disposer en permanence de 1200m<sup>3</sup> d'eau dans la réserve d'eau enterrée situé au niveau du parking : Pour cela, l'exploitant doit revoir la gestion de la pomperie installée dans cette réserve afin que le pompage ne puisse être possible que lorsque la disponibilité en eau est supérieure à 1200m<sup>3</sup> ;
- Cette capacité permanente de 1200m<sup>3</sup> doit être disponible à moins de 6 m de profondeur ;
- Installer des cannes d'aspiration afin de rendre la ressource disponible aux secours sans avoir à ouvrir la trappe d'accès (risque de chute dans la réserve).

L'Inspection avait alors demandé dans son rapport de la visite du 26 novembre 2024, de mettre en oeuvre les préconisations du SDMIS permettant d'assurer un volume disponible en permanence et pompable minimum de 1200 m<sup>3</sup> dans la réserve d'eau enterrée située à l'entrée du site au niveau du parking.

L'Inspection avait aussi invité l'exploitant à vérifier auprès du SDMIS, via la caserne du SDMIS la plus proche du site, les aspects techniques de la mise en oeuvre des préconisations du SDMIS : diamètres des tuyauteries, implantation et nombre de cannes d'aspiration, etc.

Dans le cadre de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir pu réaliser les métrages de la réserve enterrée à cause de contraintes opérationnelles et météorologiques ayant empêché la vidange de la réserve. Ces métrages devaient permettre d'affiner les conditions de mise en place de la réserve d'eau demandée. Concernant les aspects techniques en lien avec le SDMIS, l'exploitant a indiqué ne pas avoir engagé d'échanges avec le SDMIS depuis la dernière visite.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, sous 10 mois, mettre en oeuvre les préconisations du SDMIS (cf ci-dessus) permettant d'assurer un volume disponible en permanence et pompable minimum de 1200 m<sup>3</sup>

dans la réserve d'eau enterrée située à l'entrée du site au niveau du parking.  
L'Inspection invite l'exploitant à vérifier auprès du SDMIS, via la caserne du SDMIS la plus proche du site, les aspects techniques de la mise en oeuvre des préconisations du SDMIS : diamètres des tuyauteries, implantation et nombre de cannes d'aspiration, etc.  
Au regard de la persistance de cette non-conformité, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 10 mois

#### N° 5 : Installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 2 point 6.1.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

##### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

##### Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues, réalisées et contrôlées conformément aux textes et normes en vigueur dont le décret modifié n°88-1056 du 14 novembre 1988. Dans les zones de risque d'apparition d'atmosphère explosive, préalablement définies par l'exploitant, le matériel électrique sera conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980.

Les équipements métalliques contenant ou véhiculant des produits inflammables ou explosibles sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

##### Constats :

Lors de la visite du 26 novembre 2024, l'Inspection avait constaté à partir du certificat Q18 et du rapport de vérification associé, datés du 20 décembre 2023 : Le certificat Q18 conclut que l'installation électrique « ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion » et que la vérification a consisté en « Une vérification complète des installations électriques de l'établissement » malgré les indications « Pour des raisons d'exploitation et à la demande de Mr DELORME (responsable maintenance), nous n'avons pas effectué de coupure de courant. Essai partiel des dispositifs différentiels et mesures d'isolement.».

Le rapport de contrôle précité précise quant à lui "Pour des raisons d'exploitation et à la demande de Mr DELORME (responsable maintenance), nous n'avons pas effectué de coupure de courant. Essai partiel des dispositifs différentiels et mesures d'isolement. La continuité à la terre des appareils d'éclairage notés inaccessibles au chapitre 'Examen des circuits terminaux' (soit masses 'inac', soit 'inac h > 4m') n'a pu être vérifiée. Faire réaliser les compléments nécessaires.".

Le rapport fait aussi état de 47 observations dont 43 récurrentes.

Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection les éléments suivants :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un nouveau Certificat Q18, daté du 15 janvier 2025, concluant « Une vérification complète des installations électriques de l'établissement » et « Une coupure totale a été autorisée par l'exploitant: Oui » ainsi que « Nous déclarons que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ». Le danger concerne « Dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel » et est signalé pour la 1ère fois ;</li> <li>- Un rapport de contrôle installations électriques du 15 janvier 2025 formulant 48 observations dont 47 déjà signalées.</li> <li>- Un Certificat Q19 du 22 janvier 2025 concluant : « Installation en bon état et correctement entretenue.». Pas d'anomalie constatée.</li> <li>- Un rapport de thermographie du 22 janvier 2025 : Pas de fiche anomalie.</li> </ul> <p>Concernant le dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel, indiqué dans le certificat Q18 du 15 janvier 2025, l'exploitant a indiqué que la correction de cette non-conformité a été réalisée en interne le 20 février 2025. L'exploitant n'a toutefois pas été en mesure de fournir de rapport d'intervention.</p> <p>Aussi, le certificat Q18 du 15 janvier 2025 présente des erreurs. Il est indiqué "Création d'une installation photovoltaïque, pas encore en service le jour de la visite et vérification initiale non présentée." alors que l'installation photovoltaïque a bien été mise en service antérieurement au présent certificat. De même, il est indiqué "Présence de procédés photo-voltaïques : Non".</p>
--

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'assurer que les prochains contrôles des installations électriques par un organisme agréé, incluent bien les installations photovoltaïques. Les rapports correspondants et les certificats Q18 associés seront tenus à la disposition de l'Inspection.</li> <li>- procéder, sous 6 mois, à une régularisation des observations relevées dans le rapport de contrôle des installations électriques du 15 janvier 2025 en définissant des priorités dans cette régularisation. L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées, sous 1 mois, la priorité définie pour chaque observation.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 6 : PFAS - Déclaration des résultats dans GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PFAS - Déclaration des résultats dans GIDAF
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre de la visite du 26 novembre 2024, l'Inspection avait constaté que la déclaration GIDAF relative aux résultats de la campagne PFAS de juin 2023 comportait des erreurs de saisie. Il</p>

était en effet indiqué "<LQ" dans GIDAF alors que le rapport indique des chiffres supérieurs à la LQ pour plusieurs paramètres : PFBA, PFPeA, PFHxA, L\_PFOA et PFOA.

L'Inspection a constaté que les erreurs précitées ont été corrigées depuis la visite du 26 novembre 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : PFAS - Listes et mesures d'investigation/suppression/réduction**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, PFAS - Listes et mesures d'investigation/suppression/réduction

**Prescription contrôlée :**

Article 2 de l'Arrêté ministériel du 20/06/2023

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Article 2 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

[...]

- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

**Constats :**

Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a indiqué n'utiliser qu'un seul produit, le "Centerguard C6 PS" et avoir identifié un produit de substitution sans PFAS. L'exploitant a précisé que la mise en oeuvre de ce produit de substitution est prévue en janvier 2026. Le "Centerguard C6 PS" ne sera donc plus utilisé à compter de janvier 2026. L'exploitant s'interroge néanmoins sur le devenir des stocks constitués (de l'ordre de 300 litres). L'Inspection demande à l'exploitant d'évacuer les stocks restants de Centerguard C6 PS dans une filière autorisée à traiter ce produit.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, à compter de janvier 2026, être en capacité de justifier la substitution du produit "Centerguard C6 PS" par un produit sans PFAS et l'évacuation du stock résiduel de produit "Centerguard C6 PS" dans une filière autorisée à traiter ce produit.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 8 : Gestion économe de l'eau - PSH

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2024, article Art 10 + Annexe 5, point 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau, PSH
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 2 :</u>  L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :  -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]</p> <p><u>Arrêté préfectoral n°DDT-SENR- 2024-B103 du 24 juillet 2024 (Arrêté cadre sécheresse), Article 10</u>  Pour les ICPE entrant dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé, en application de son article 5, les objectifs de réduction définis au I de l'article 2 et les exemptions listées à l'article 3 du même arrêté ministériel sont remplacés par ceux détaillés dans le tableau C de l'annexe 4 et au point 10 de l'annexe 5 du présent arrêté. Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 restent applicables.</p> <p><u>Annexe 5 (point 10)</u>  Les établissements ICPE souhaitant bénéficier d'exemption déclarent à l'inspection qu'ils relèvent de ce cadre particulier d'application. De plus, les établissements ICPE souhaitant bénéficier de l'exemption "Cas de prélèvements déjà réduits au minimum" tiennent à la disposition de l'inspection des installations classées un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) argumenté permettant de le justifier. Ce PSH est à mettre à jour a minima tous les ans. La trame type à suivre est mise à disposition par l'inspection des installations classées sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'après les déclarations annuelles réalisées par l'exploitant sur la plateforme GEREP, le prélèvement d'eau total annuel du site est largement supérieur à 10 000 m3. Le site est soumis à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Concernant les exigences régionales et plus particulièrement celles s'appliquant au site en cas de sécheresse, l'arrêté préfectoral n°DDT-SENR-2024-B103 du 24 juillet 2024 (Arrêté cadre sécheresse) définit les exigences applicables selon le niveau de sécheresse (vigilance/alerte/alerte renforcée/crise). Dans le cadre d'un sondage régional des exploitants de sites ICPE, mené en 2023, l'exploitant avait répondu ne pas souhaiter bénéficier d'une adaptation des exigences de réduction forfaitaires des prélèvements et avait indiqué en observation "Je ne comprend pas cette question". Au regard de cette réponse, l'Inspection a jugé nécessaire de faire un point sur ce sujet lors de la présente visite, pour expliquer à l'exploitant la démarche d'exemption (cas 1, 2 ou</p>

3) sachant que l'exploitant n'est pas concerné par le cas 1 (cas d'une faible consommation d'eau annuelle, < 1000 m<sup>3</sup> /an dans le milieu et <7000 m<sup>3</sup> /an pour le total prélevé) et le cas 2 (cas de restrictions déjà prescrites par ailleurs dans l'arrêté préfectoral du site).

Concernant la possibilité de demander une exemption au titre du cas 3, cas des sites pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (MTD, techniques les plus économes du secteur...), l'Inspection rappelle que pour pouvoir bénéficier de ce 3ème critère d'adaptation, il est nécessaire de réaliser un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) selon le modèle régional que l'exploitant trouvera dans le lien ci-dessous : <https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/psh-plan-de-sobriete-hydrique-contenu-attendu-et-a23169.html>

Le tableau C de l'annexe 4 de l'arrêté cadre sécheresse n°DDT-SEN-2024-B103 du 24 juillet 2024 précise l'ensemble des éléments exigés selon le niveau de sécheresse et les cas d'exemptions possibles. Cet arrêté est disponible sur le site internet suivant : <https://www.rhone.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-transition-ecologique-risques-naturels-et-technologiques/Eau/Secheresse/Arretes-Cadres-Secheresse-2024/Deux-nouveaux-arretes-cadres>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au regard des différentes précisions fournies à l'exploitant par l'Inspection concernant la thématique sécheresse, l'Inspection demande à l'exploitant de confirmer, sous 2 mois, sa position sur le fait de demander ou non une adaptation des mesures de restriction de l'arrêté cadre sécheresse n°DDT-SEN-2024-B103 du 24 juillet 2024.

Dans le cas où l'exploitant souhaiterait demander une adaptation, il devra réaliser un Plan de Sobriété Hydrique (PSH), sous 6 mois, selon le modèle disponible à l'adresse ci-dessous.

<https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/psh-plan-de-sobriete-hydrique-contenu-attendu-et-a23169.html>

**Type de suites proposées :** Sans suite